

Document

Les humanitaires, toujours politiques, mais hors partis

(Rue89)

11 septembre 2011

Nous poursuivons notre exploration des motivations politiques et des ressorts du vote des Français, à l'approche de la présidentielle, avec les humanitaires. Contrairement à ceux qui ont lancé les mouvements des années 70, ils s'investissent rarement en politique mais sont loin de se dire « dépolitisés ».

Lorsque Bernard Kouchner crée – avec d'autres – l'embryon de Médecins sans frontières (MSF) dans la foulée de la guerre du Biafra, il a 30 ans et un passif d'étudiant à l'Union des étudiants communistes. Rony Brauman, qui le rejoint en 1971, vient de quitter la Gauche prolétarienne dont il était quasi permanent. Parmi les premiers « French doctors », beaucoup sont issus du militantisme politique.

Quarante ans plus tard, les humanitaires investis politiquement sont rares. Qu'ils soient encore en mission comme Cristina, 33 ans, dont huit d'humanitaire, ou en début de sédentarisation à l'instar de Pierre, 39 ans, qui cherche du travail « dans le privé » après neuf années de mission, principalement chez Action contre la faim (ACF), les professionnels du secteur sont pourtant loin de se dire sans engagement.

Même ceux qui commencent par confier qu'il ont « du mal à se retrouver » dans l'offre politique expliquent qu'ils votent. Pierre, comme Cristina, dit que s'abstenir « les placerait en porte-à-faux » avec l'image qu'ils incarnent « qu'on le veuille ou non » : celle de la France, d'une démocratie, où le droit de vote représente quelque chose.

La politique, « on en parle un peu, avec notre staff »

Actuellement en mission à Lahore (Pakistan) et « coordinatrice volante » chez Médecins du monde (MDM), Cristina raconte qu'elle est souvent amenée à parler du sens du vote avec les populations locales, notamment au sein-même de ses équipes, qui emploient de plus en plus de locaux :

« On est dans d'autres priorités mais malgré tout on arrive à rester connecté. Ça me manquerait beaucoup de renoncer à ces débats que j'ai depuis adolescence. Je quitte le Libéria, où se tenait un référendum il y a un mois, et où une présidentielle aura lieu à la fin de l'année.

On en parle un peu, avec notre staff surtout : est-ce que vous avez voté, pour qui avez-vous voté, savez-vous pourquoi vous avez voté pour cette personne-là ? Quelque part, notre rôle est aussi là. Ça s'impose. » (*Ecouter le témoignage de Cristina*)

« Marine au deuxième tour, je sais ce que j'aurai à faire »

Cinq des six humanitaires trentenaires interrogés pour cet article sont assidus aux élections, en général moyennant une procuration et le soutien logistique de la famille. Tous disent que voter

représente avant tout un lien avec la France, que se tenir « au courant de l'actualité », suivre les débats « même pendant la campagne », permet de « garder le fil ».

La sixième personne, qui a voté une seule fois, peu après ses 18 ans, puis plus jamais, a onze années de missions à son actif. Alors que la sédentarisation se profile « en pointillés », Françoise, 35 ans, dit qu'elle songe à se réinscrire sur les listes, parce qu'elle culpabilise. Mais qu'elle votera sans doute « seulement s'il faut agir ». Elle explique :

« Marine au deuxième tour, je sais ce que j'aurai à faire. Je veux pouvoir me bouger, réagir. »

« Systématiquement PS » puis « écolo au premier tour »

Une enquête dirigée après les législatives de 1997 chez MDM et MSF par Johanna Siméant, professeur en science politique à la Sorbonne, indique que le vote des professionnels de l'humanitaire est plutôt homogène (deux tiers entre le centre gauche et l'extrême-gauche selon l'enquête). Bérengère, responsable de l'Afrique de l'Est au siège parisien d'une ONG après cinq années de missions, évoque « un socle social et environnemental commun ».

Pas plus Bérengère que Cristina, qui a fait Sciences-Po après une école de commerce, ne met un grand engouement dans son choix. Plutôt « un devoir de s'y retrouver » pour l'une, « un réflexe » pour l'autre. Cristina, qui votait « systématiquement PS » vote désormais « écolo à chaque premier tour ». Le changement date de 2002. Elle recommencera l'an prochain parce que c'est « le seul programme vraiment de gauche » à ses yeux.

Bérengère, elle, vote à gauche mais « pas la caricature gauchiste qui colle à notre métier ». De métier, elle en a justement eu deux, puisqu'elle a rejoint l'humanitaire seulement après un début de carrière dans le contrôle de gestion :

« Alors que je suis passée d'un extrême à l'autre, je suis forcément baignée des deux. Ma formation, mon expérience du privé, me disent que pour faire tourner un pays, il y a des choses qui ne sont pas réalistes. Sur tous les aspects liés à la fois à la libéralisation et à la fiscalité, pour caricaturer disons que j'ai l'air plus de droite. »

Dans les années 60, les « Biafrais », dans le sillage de Bernard Kouchner et ceux qui les ont rejoints pour lancer MSF, avaient en commun, pour bon nombre, une origine sociale assez confortable. Aujourd'hui, ce que relèvent les sociologues qui se sont penchés sur les codes sociaux et politiques dans l'humanitaire, c'est d'abord un bagage religieux important. Qui façonnerait leur sens d'un engagement que les intéressés qualifient de « politique ».

Plus la politique, que ce qu'en disent les médias

Julie, 30 ans, est devenue infirmière pour travailler dans ce secteur. Sa dernière mission remonte à Haïti en 2010, avant de s'installer dans la campagne bretonne. Elle décrit sa vocation comme « une idéologie politique » (« une idéologie de l'humain et la réduction des inégalités ») qui a pris la place de l'engagement partisan :

« L'actualité politique telle que la racontent les médias m'intéresse moins. Peut-être parce que je suis démunie. Mais je me garderai bien de critiquer, dans le sens où je ne suis pas active. » (*Ecouter la suite du témoignage de Julie*)

Pierre vient à son tour de raccrocher. Il cherche du travail, tentant de valoriser aux yeux des recruteurs une expérience de terrain de neuf années, au cours desquelles il eût à recruter et gérer plusieurs centaines de personnes, interagir avec le sommet d'un Etat étranger ou dessiner un hôpital pour le reconstruire.

Un inventaire à la Prévert qui a en commun de relever de ce que « la politique » représente à ses yeux aujourd'hui :

« Je me suis par exemple investi à ACF au-delà de mon travail : je suis devenu adhérent de l'association, c'est loin d'être le cas de tous les salariés. C'est une forme d'engagement, politique ou associatif, peu importe, appelons-le comme on veut, qui effectivement peut venir en lieu et place d'un engagement politique dans un parti. Ce qui, personnellement, ne m'a jamais intéressé. »